

[Texte]

cela se passe dans le modèle canadien. Il n'y a pas besoin d'y apporter des changements importants. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire des retouches dans les modes d'application ou d'interprétation. Nous pourrions y revenir. On pourrait donc difficilement transférer aux provinces des pouvoirs qui s'y trouvent déjà. Voilà notre réponse à ce genre de critique.

Un quatrième mythe: Le fédéral devrait être bilingue alors que le Québec est unilingue. Pourquoi le fédéral devrait-il être bilingue? La Loi 178 a provoqué un choc violent auprès de l'opinion publique anglophone au Canada, il n'y a pas de doute. Elle est peut-être largement responsable, et beaucoup d'observateurs le croient, de l'échec de l'Accord du lac Meech. Mais regardons la réalité bien en face. Le Québec est toujours soumis aux obligations de l'article 133 de l'ancien Acte de l'Amérique du Nord britannique. Les services en anglais sont disponibles dans de très nombreux secteurs, surtout là où vit l'immense majorité des Québécois de langue anglaise. Le Québec compte, et de beaucoup, le plus grand nombre de bilingues: 30 p. 100 des francophones et près de 60 p. 100 des anglophones se disent bilingues.

• 1555

J'ai eu l'occasion d'assister, pendant le dernier week-end, à une partie de l'assemblée annuelle d'Alliance Québec. Ce fut une rencontre très intéressante, très vive, où de nombreux points de vue ont été présentés. Ce que je viens de dire là n'est pas nié simplement. Comme vous le savez, il y a d'autres questions qui se posent et des inquiétudes qui se manifestent pour cette communauté dans des sondages d'opinion qui montrent qu'un bon nombre de jeunes anglophones au Québec ne prévoient pas y rester. Tout de même, c'est un mythe de croire que le Québec est unilingue. C'est un des mots les plus dangereux du vocabulaire et un des plus utilisés. Le Québec reste sous bien des aspects la province la plus bilingue.

To conclude, do we really think our society could do without constitutional protection for language rights without jeopardizing the entire edifice of human rights? We must guard against discussing these questions as if we were speaking of abstractions. What is at stake is the reality experienced daily by some 2 million Canadians, more than the entire population of many provinces. It is, above all, a question of human dignity. Our fellow Canadians understand this.

The Southam-Angus Reid poll of last week shows that 80% of English-speaking Canadians and 87% of Quebecers support the constitutional guarantees designed to protect minority language rights. That was a gift for one who was about to address you, Mr. Chairman. But it has not been the only one we have received, because in general the support of the Canadian people, the vast majority of the Canadian people, for the whole edifice that has been built over the past 20 years, is strong and steady notwithstanding the constitutional storm. This is remarkable.

We presented in our annual report a comprehensive plan to preserve and strengthen the rights of our two communities and their respective minorities. We know there are groups, some of whom are getting stronger, who have completely

[Traduction]

changes. That does not mean that adjustments cannot be made to the methods of application or interpretation. We may return to this point. Thus it would be difficult to transfer to the provinces powers they already have. That is our answer to this particular criticism.

The fourth myth is that the federal administration should be bilingual, while Quebec is unilingual. Why should the federal government be bilingual? There is no doubt that Bill 178 caused a violent reaction in anglophone public opinion in Canada. Many observers believe that is the main cause of the failure of the Meech Lake Accord. But let us take a close look at the reality. Quebec is still subject to the obligations of section 133 of the old British North America Act. Services in English are available in a great many sectors, especially in places where the vast majority of English-speaking Quebecers live. Quebec has by far the largest number of bilingual residents: 30% of francophones and nearly 60% of anglophones say they are bilingual.

I had the opportunity last weekend to attend part of the annual meeting of Alliance Quebec. It was a very interesting gathering, very lively, and I heard many points of view. What I just said there is not easily denied. As you know, there are other issues and this community has concerns shown in opinion polls where many young anglophones say they do not plan to stay in Quebec. All the same, it is a myth that Quebec is unilingual. This is one of the most used and most dangerous in our vocabulary. In many respects, Quebec is actually the most bilingual province.

En terminant, croyez-vous vraiment que notre société peut se passer de la protection constitutionnelle de ses droits linguistiques sans que nous mettions en danger tous l'édifice des droits de la personne? Nous devons bien nous garder de débattre de ces questions comme s'il s'agissait d'abstractions. L'enjeu en fait est la vie quotidienne de quelque deux millions de Canadiens, soit un nombre plus élevé que la population de nombreuses provinces. C'est, après tout, une question de dignité humaine et nos concitoyens le savent bien.

D'après le sondage Southam-Angus Reid de la semaine dernière, 80 p. 100 des Canadiens anglophones et 87 p. 100 des Québécois appuient les garanties constitutionnelles conçues pour protéger les droits linguistiques de la minorité. Quel cadeau pour celui qui devait prendre la parole devant vous, monsieur le président. Mais ce n'est pas le seul que nous ayons reçu car de façon générale, le peuple canadien, du moins la grande majorité des Canadiens, accorde un appui ferme et soutenu au vaste édifice qui s'est construit au cours des 20 dernières années, et ce malgré la tempête constitutionnelle qui fait rage. C'est remarquable.

Nous avons présenté dans notre rapport annuel un plan global visant à protéger et à renforcer les droits de nos deux collectivités et de leurs minorités respectives. Nous savons qu'il existe des groupes, dont certains prennent de la vigueur,